

Édito

Le militantisme n'échappe pas au patriarcat

Patricia Roux, Céline Perrin, Gaël Pannatier, Valérie Cossy

Ce numéro fait suite au colloque international «Genre et Militantisme» qui s'est déroulé les 26 et 27 novembre 2004 à l'Université de Lausanne. Le colloque a analysé sous l'angle du genre les structures et les pratiques militantes d'un grand nombre de mouvements protestataires, organisations politiques, partis et syndicats. En quoi ces structures et pratiques de l'engagement politique sont-elles sexistes ou au contraire féministes, dans quelles conditions pouvons-nous militer aujourd'hui pour lutter contre les multiples oppressions – de sexe, de race, de classe – que vivent les dominé-e-s, telles sont les questions de départ que nous avons voulu partager avec le lectorat de *Nouvelles Questions Féministes*.

Notre éditto vise à établir un premier bilan des apports et des limites du colloque en termes de recherche féministe, et présente les six contributions du colloque que nous avons choisies pour ce numéro. L'ensemble des analyses produites par les chercheur-e-s constitue un corpus important pour comprendre les mécanismes sexués du militantisme¹, sur lequel nous nous appuyons pour développer ici notre propre réflexion.

Celle-ci met l'accent sur les logiques patriarcales qui travaillent les mouvements protestataires et les collectifs militants. Une attention particulière sera accordée à la mixité, c'est-à-dire au fait que ces espaces politiques regroupent des *femmes* et des *hommes*. On le verra, la plupart des recherches présentées au colloque et dans ce numéro mettent en évidence que les organisations militantes mixtes font rarement de la lutte contre le patriarcat une priorité, mais que, conjointement, certaines se préoccupent

1. Responsables scientifiques du colloque, Olivier Fillieule et Patricia Roux ont prévu deux autres publications regroupant 16 des 50 contributions présentées au colloque : un ouvrage, *Le sexe du militantisme*, et un numéro de la *Revue française*

de science politique, Le militantisme à l'épreuve du genre (numéro codirigé avec Lilian Mathieu). Avec ce numéro de *NQF*, 22 papiers au total constitueront ainsi un matériau intéressant sur la question.

d'intégrer plus de femmes dans leurs rangs, d'en avoir quelques-unes à leur tête, ou d'introduire « l'égalité des sexes » dans leurs objectifs politiques. Faut-il alors penser que le militantisme mixte peut contribuer à la lutte féministe et à la transformation des rapports sociaux de sexe ? Doit-on en déduire que le fonctionnement des collectifs mixtes est moins patriarcal qu'il ne l'était il y a quelque trente ans, lorsque le Mouvement de libération des femmes considérait la non-mixité comme une condition nécessaire à la construction de son autonomie et de son projet de transformation sociale ? C'est vers ce questionnement que convergera notre lecture du colloque, des textes présentés dans ce numéro, et des pratiques militantes qu'il analyse.

Un bilan du colloque en demi-teinte

Dans la littérature sur l'action collective, une grande partie des publications ne font pas du genre leur mode d'entrée dans l'analyse du militantisme. Dépouiller le genre de son statut de passager clandestin dans la recherche sur l'engagement politique a alors été le souci moteur de la rencontre entre les deux groupes de chercheur-e-s qui ont organisé le colloque. L'un d'eux, le CRAPUL (Centre de recherches sur l'action politique de l'Université de Lausanne²), s'intéresse à l'étude de l'action collective, du militantisme et des mouvements sociaux ; l'autre, le LIEGE (Laboratoire inter-universitaire en Études Genre³), est un réseau dont les activités d'information et d'échange en Suisse sont centrées sur les questions de genre et d'égalité des sexes.

Cent vingt-sept propositions soumises au comité scientifique du colloque ; 50 retenues, présentées en plénières ou en ateliers, discutées par des spécialistes et débattues par le public ; plus de 250 participant-e-s à la rencontre... Ce succès inattendu montre à quel point il était pertinent d'adopter une perspective de genre pour interroger le militantisme. Et ce dans le monde entier : Brésil, États-Unis, France, Iran, Israël, Italie, Kirghizstan, Mexique, Palestine, Philippines, Québec, République tchèque, Salvador, Suisse, Tchétchénie, Turquie, autant de pays où nous avons fait une incursion grâce aux chercheur-e-s qui en viennent ou qui en ont fait leurs terrains d'analyse.

De l'ensemble du colloque, il ressort que malgré la diversité des ancrages socioculturels et politiques des mouvements, collectifs, partis ou syndicats présentés, l'engagement et l'action politiques s'inscrivent dans un système de genre qui différencie et hiérarchise les positions des militantes et des militants au sein de leurs collectifs. La diversité des terrains

2. Cf. www.unil.ch/IEPI.

3. Cf. www.unil.ch/liege, et la présentation qui en est faite par Gaël Pannatier dans la rubrique *Collectifs* de *NQF* 23 (1), 2004 : « Le LIEGE - un espace pour les Études Genre » (pp. 142-145).

a donc permis de démontrer que « les rapports sociaux de sexe imprègnent en profondeur tous les mouvements sociaux, et que cette considération doit toujours être présente quand on les analyse » (Kergoat, 1992a : 122). De même, la diversité des thématiques traitées par les intervenant·e·s conduit elle aussi à soutenir que le genre ne peut plus être un impensé de la recherche sur le militantisme, pas plus qu'il ne devrait l'être dans la pratique des collectifs militants. Pour ne citer que quelques-unes de ces thématiques : la socialisation politique, la division sexuelle du travail militant, le discours des collectifs sur l'égalité des sexes, la réappropriation de la réflexion et des acquis féministes dans les mouvements sociaux, les difficultés de la mixité dans les espaces militants et les expériences de séparatisme, la sexuaction du pouvoir, l'articulation du public et du privé dans les trajectoires militantes, l'engagement des femmes dans des mouvements armés⁴. Une absence de taille, cependant : extrêmement peu de propositions liées au militantisme gay et lesbien ou à l'impact du système hétérosexuel sur les fonctionnements des collectifs et de leurs mobilisations, alors que l'appel à contributions du colloque intégrait explicitement des liens entre genre et hétéronormativité.

L'analyse différenciée selon les sexes

Une fois n'est pas coutume, les femmes ont été particulièrement visibles dans ce colloque. D'une part, les chercheuses étaient beaucoup plus nombreuses que les chercheurs, tant parmi les intervenant·e·s que dans le public. D'autre part, les exposés ont braqué tous les projecteurs sur l'action militante des femmes. Les militantes ont donc quitté leur statut de « question à part » ou « annexe » dans les recherches (celui qu'occupent les femmes dans le fameux chapitre au fond du livre de l'auteur qui se dit : « Tout de même, au jour d'aujourd'hui, il faut bien que je parle un peu des femmes... »), pour acquérir celui de sujets qui ne sont pas systématiquement assimilables à « l'ensemble des militants », donc aux hommes, et qui font vivre elles aussi les mobilisations collectives.

Les chercheur·e·s se sont donc attelé·e·s à dissocier leurs données empiriques selon le sexe des militant·e·s qu'elles et ils avaient interrogé·e·s, et en ont fait ressortir des positions contrastées, pour ne pas dire inégales, au sein des associations politiques. Division sexuelle du travail oblige, les militantes ont souvent un rôle propre que leurs compagnons de lutte ne leur disputent pas (allez savoir pourquoi), elles ne sont pas toujours écoutées mais disposées à entendre, elles sont sur tous les fronts, « publics » et « privés », liant le « politique » au « personnel ». De manière générale, en procédant à une analyse différenciée selon les

4. Le programme complet des journées a été publié en octobre 2004 dans *Nouvelles Questions Féministes*, 23 (3), 152-155.

sexes⁵, les chercheur-e-s ont montré que les militantes sont traitées comme « des femmes », et que les militants agissent davantage en sujet individuel – masculin. Par exemple : les militantes occupent rarement une position de leader dans les mouvements ou les organisations, et lorsqu'elles remplissent cette fonction, elles sont aisément catégorisées par les autres militant-e-s comme « femmes d'exception ». Or, si le pouvoir d'une militante est justifié par son caractère exceptionnel, alors l'absence de pouvoir des autres militantes se trouve du même coup également justifiée : elles ne sont pas exceptionnelles, elles. Nous comprenons ce procédé comme une stratégie de domination permettant de ne pas avoir à redéfinir l'ensemble de la catégorie « femmes », ni à en saisir toutes les variations internes liées à d'autres rapports sociaux – de race, de classe, d'âge, de sexualité – qui se jouent aussi au sein des espaces militants. L'essentialisation et l'homogénéisation de la catégorie « femmes » (une exception confirme toujours la règle) feraient donc partie des logiques patriarcales qui régulent l'accès au pouvoir politique.

Préalable indispensable pour rendre visibles les inégalités, l'analyse différenciée selon les sexes comporte toutefois le risque de réifier les catégories de sexe et d'aboutir à une simple description des « différences » de situations vécues par les femmes et les hommes, sans forcément analyser la construction des rapports de pouvoir qui produisent ces « différences » au sein des groupes. Pour éviter ce piège dans lequel un certain nombre de chercheur-e-s du colloque se sont fait prendre, il est nécessaire de penser *le rapport social des sexes* : chaque catégorie de sexe ne se définit que dans son rapport à l'autre, « l'une comme l'autre ne [peuvent] être étudiées isolément, du moins sans qu'elles n'aient été auparavant pleinement conceptualisées comme éléments d'un même système structural » (Mathieu, [1971] 1991a : 37). Il n'y a pas un monde féminin et un monde masculin, mais un système – de genre – qui produit le féminin et le masculin et en fait un « arrangement social » (Goffman, 2002) informant chacun-e sur *qui est dominé-e et qui est dominant*. Rapportée à l'analyse du militantisme, la prise en considération des liens entre les militantes et les militants permet de mettre en évidence les rapports de domination qui se construisent dans les groupes et qui orientent, souvent de façon non maîtrisée, leurs luttes. Si les activités des unes et des uns sont probablement indispensables à la survie des collectifs, elles sont relativement cloisonnées, ne s'échangent

5. L'analyse différenciée selon les sexes est une méthode d'analyse recommandée désormais par la plupart des organismes internationaux (dont l'ONU). Elle consiste à systématiquement distinguer les femmes et les hommes, dans toute recherche comme dans toute politique, et à comparer leurs situations respectives de façon à produire une analyse qui tienne compte des effets de genre. Les féministes ont peu à peu imposé cette méthode comme étape préalable à la mise en place de toute mesure politique. Dans le *Programme*

d'action 1997-2000 pour toutes les Québécoises, le Secrétariat à la condition féminine du Québec la définit ainsi : « processus qui vise à discerner de façon préventive, au cours de la conception et de l'élaboration d'une politique, d'un programme ou de toute autre mesure, les effets distincts que pourra avoir son adoption par le gouvernement sur les femmes et les hommes ainsi touchés, compte tenu des conditions socio-économiques différentes qui les caractérisent. » (1997 : 15).

pas et rappellent à tout moment la place qui revient à chacun·e. Autrement dit, militer est une manière d'apprendre à devenir une femme, ou un homme.

Mobilisation des théories féministes

Les trajectoires militantes sont donc déterminées par une logique de genre qui se fabrique *aussi* à l'intérieur des groupes, elle n'est pas que reproduite, imposée « de l'extérieur » par une société patriarcale. Or, penser la fabrication interne du genre, c'est aussi penser les outils qu'on peut acquérir pour construire l'égalité des sexes.

D'un point de vue féministe, cette question de la transformation des rapports sociaux de sexe, ou plus précisément de l'éradication du patriarcat, est fondamentale. L'un des enjeux importants de la recherche féministe a toujours été d'établir un lien entre la théorie et l'action. Lorsque Christine Delphy soutient que le genre précède le sexe, donc que les femmes et les hommes sont des groupes qui ne pré-existent pas aux principes de division et de hiérarchie qui les crée, et que le genre fait du sexe « un *marqueur* de la division sociale [qui] sert à reconnaître et identifier les dominants des dominés » ([1991] 2001 : 252); ou lorsque Colette Guillaumin ([1978] 1992) nous fait comprendre que « les femmes » comme « les Noirs » ne sont pas des groupes « naturels » mais des catégories produites par ceux qui s'arrogent le pouvoir de désigner l'Autre et de l'assigner à « sa différence », qu'en concluons-nous qui puisse être utile à l'action féministe ? Que nous ne *sommes* pas des femmes, que nous ne sommes pas des hommes, que ce que nous *faisons* en tant que femme ou en tant qu'homme a tout à voir avec ce que nous sommes devenu·e·s, et que la lutte contre la domination peut nous conduire à devenir autre chose (un « autre chose » qui reste sans cesse à imaginer).

C'est sans doute là une des limites importantes du colloque. Trop de travaux ont posé la question de « la place » des femmes ou des hommes dans les organisations et les mouvements, mais pas celle des conditions dans lesquelles cette place se déplace, ou, en d'autres termes, des pratiques que les militant·e·s activent pour défaire et refaire les arrangements de genre. Souvent, nous avons eu l'impression que les théories féministes développées au cours des trente dernières années sont peu connues ou peu mobilisées. Ce qui est problématique. D'une part se perpétue ainsi l'invisibilité des femmes en général, et des féministes en particulier, déjà très pratiquée dans les milieux tant scientifiques que militants. D'autre part, la méconnaissance des débats et des acquis de la recherche féministe produit des questionnements assez descriptifs et somme toute peu analytiques. Enfin, la confusion entre les notions de « sexe » et « genre », passablement répandue, augure mal l'ample travail qu'il nous reste à faire pour construire une théorie du militantisme sexué, et pour faire de l'engagement politique un outil de citoyenneté antipatriarcal.

Certes, les difficultés à croiser les questionnements – pour faire vite entre mouvements sociaux et recherche féministe dans ce cas – sont connues. Et les spécialistes de l'action collective, du militantisme et des mouvements sociaux considéreront peut-être aussi que certaines interventions de chercheur·e·s ancré·e·s dans les études féministes n'étaient pas assez pointu·e·s en regard des instruments fournis par la sociologie politique. Il nous semble cependant que dans le cas du colloque (qui n'est pas unique), ce sont surtout les instruments du genre qui ont été sous-utilisés ; peut-être du fait que bien des chercheur·e·s se confrontaient pour la première fois à une telle approche, et sont allé·e·s recueillir dans leurs données sur le militantisme celles qui leur paraissaient s'y inscrire. Or, jusqu'où est-il possible de mener cette analyse a posteriori sans avoir pensé le genre dès l'élaboration de la problématique d'une recherche ? Cette question est dérangeante et nous n'avons pas de réponse toute faite, mais elle nous conduit à réitérer la nécessité de diffuser l'analyse féministe partout, même là où l'on ne veut pas de nous. À ce titre, des réseaux tels que le LIEGE en Suisse ou EFiGiES en France, l'Association des jeunes chercheuses et chercheurs en études féministes, sur le genre et les sexualités (voir le texte de Christelle Hamel dans la rubrique *Collectifs* de ce numéro), ont un rôle important à jouer pour favoriser un développement des enseignements en Études Genre et briser l'isolement des chercheur·e·s dont les travaux mettent en question les rapports de domination.

Les logiques patriarcales du militantisme

Pour le *Grand Angle* de ce numéro de *Nouvelles Questions Féministes*, nous avons choisi cinq contributions du colloque présentées ci-après en centrant l'attention sur les logiques patriarcales du militantisme que nous dégageons du travail des autrices. Leur approche nous paraît particulièrement intéressante pour faire avancer la cause féministe dans les mouvements protestataires : elle permet de comprendre le genre à la fois comme un système politique qui organise les rapports de domination et comme un processus que les militant·e·s mettent en œuvre dans leurs pratiques, leurs mobilisations et leurs projets politiques. Avec ces articles du *Grand Angle*, nous avons l'intention d'examiner les règles de gestion de la mixité dont se dotent les mouvements révolutionnaires et les organisations de gauche et de droite de différents pays investigués par les autrices. En toile de fond, notre intérêt n'est pas particulièrement « de voir comment les femmes se mobilisent sur tel ou tel objectif mais de comprendre, à l'intérieur d'un mouvement social, comment les rapports sociaux de sexe concourent à formuler les objectifs de lutte, objectifs qui peuvent devenir alors des enjeux collectifs pour les hommes et pour les femmes » (Kergoat (1992a : 122).

Avant de présenter ces articles, relevons que le *Champ libre* de ce numéro propose un texte également issu du colloque. Écrit par Elvita Alvarez et Lorena Parini, il s'intéresse aussi à l'impact du genre sur l'engagement politique, mais il a un statut différent des autres dans la mesure où c'est sur

le plan méthodologique qu'il s'attaque aux biais naturalistes produits par l'usage de la variable « sexe » dans les enquêtes quantitatives. Les autrices ont élaboré deux modèles d'analyse statistique : l'un inspiré par les études « classiques » de l'engagement politique qui comparent les femmes et les hommes et constatent alors des « différences » de comportement politique, comme si la catégorisation de sexe préexistait ou était indépendante du système de genre. L'autre modèle s'appuie sur la construction d'un indicateur de genre : la division sexuelle du travail. Ce second modèle permet alors aux autrices de démontrer que l'engagement différencié des femmes et des hommes en politique est dû à l'organisation sociale des rapports de domination et non pas à la « nature » des sexes.

La division sexuelle du travail militant

Dans notre dossier, deux des cinq articles proposés mettent l'accent sur la division sexuelle du travail militant que pratiquent aussi bien les organisations de droite que les mouvements révolutionnaires.

Lucie Bargel, pour sa part, analyse les modalités pratiques de l'organisation du travail partisan « classique » dans trois collectifs de jeunes militant·e·s en France : le Mouvement des jeunes socialistes, SUD Étudiant (Solidaires unitaires démocratiques, un syndicat qui se réclame de l'extrême gauche), et l'UNI (Union nationale interuniversitaire, « la droite universitaire »). La chercheuse examine les mécanismes sexués de la socialisation politique de ces jeunes militant·e·s et montre que les activités des unes et des autres sont différenciées et hiérarchisées, même dans les collectifs avançant un discours qui se veut féministe. Les militantes distribuent les tracts qu'ont écrits les militants, ceux-ci cherchent à capter l'attention des premières, qui la leur donnent, elles tiennent la table de presse pendant qu'ils occupent le devant de la scène dans un meeting, etc. Elles font en fait ce que leurs propres camarades masculins, interviewés par Lucie Bargel, jugent être un travail ingrat.

L'article de Jules Falquet va dans le même sens, montrant que, même révolutionnaire, la pratique militante s'organise sur le modèle de la division sexuelle du travail. Pourtant, chacun des trois mouvements qu'elle interroge a su faire une certaine place à ses militantes : le Front de libération nationale au Salvador arme tant les femmes que les hommes, l'Armée zapatiste de libération nationale au Mexique promeut une « Loi révolutionnaire des femmes », et c'est aussi avec les femmes que le Mouvement des Sans Terre au Brésil tente de développer un mode de production alternatif au capitalisme sur les terres qu'il occupe. Mais ces mouvements maintiennent des zones d'ombre, d'oppression : aux seules femmes revient le travail de soutien émotionnel, de recherche des disparu·e·s, d'appui aux camarades incarcéré·e·s, de gardiennes des cultures et des identités, de la production familiale non rémunérée, par exemple.

Dès lors, quel est, au fond, l'enjeu de cette division sexuelle du travail militant? Encore et toujours l'appropriation des femmes (Guillaumin, [1978] 1992): les hommes s'approprient *collectivement* le travail militant des femmes. C'est un travail qui n'est pas comptabilisé, qui n'est pas mesurable, et qui n'est pas payé. Comme le travail domestique, il est gratuit, en ce sens qu'il n'offre pas de rétributions, ni matérielles (acquérir des compétences pour mener une carrière politique, par exemple), ni symboliques (il est dévalorisé, voire invisibilisé, perçu comme le simple prolongement d'aptitudes naturelles), et ce alors même qu'il est indispensable au bon fonctionnement des collectifs et des luttes. Pour Colette Guillaumin, la gratuité du travail des femmes est une marque essentielle de leur appropriation par les hommes: « S'il est non payé, c'est parce qu'il n'est pas (payable). S'il n'est pas monnayable ou pas mesurable [...], c'est donc qu'il est acquis d'une autre manière. Et cette autre manière implique qu'il l'est globalement, une fois pour toutes » ([1978] 1992 : 33). « Autre manière » que Guillaumin associe à des *rapports de sexage*; qui légitiment aussi l'appropriation *privée* d'une femme – de son travail mais de son corps également – par un homme particulier, surtout dans le cadre institutionnel et autorisé de la domination qu'est le mariage (Delphy, [1970] 1998a). Quoique: cette forme d'appropriation peut aussi exister dans d'autres cadres, par exemple lorsque les hommes du front imposent aux militantes des relations sexuelles qu'elles ne veulent pas, ce que mentionne l'article de Jules Falquet.

Instrumentalisation des femmes

L'on constate donc que les mouvements et collectifs militants peuvent se profiler comme « défenseurs des femmes », « de l'égalité », voire « du féminisme » sans pour autant transformer radicalement les rapports sociaux de sexe en leur sein. Il en résulte un terrible sentiment de colère: même dans les luttes sociales, non seulement le discours féministe mais les femmes elles-mêmes sont instrumentalisées.

Deux exemples historiques, dans notre dossier, offrent un éclairage fort intéressant sur les modalités complexes que peut prendre cette instrumentalisation.

L'un concerne l'affaire Germaine Berton, une jeune anarchiste qui a assassiné en 1923 une personnalité du mouvement nationaliste français. Dépouillant les journaux partisans d'extrême droite et d'extrême gauche de l'époque, l'autrice de l'article, Fanny Bugnon, montre bien que la construction implicite du genre dans le traitement de l'affaire et l'argumentaire des deux parties l'emporte toujours sur l'analyse des faits. La criminelle est en effet renvoyée aux stéréotypes naturalistes et sexistes de l'époque, tant par ses défenseurs, les anarchistes, que par ses détracteurs, les nationalistes. Réduite à son statut de sexe – jeune fille fragile d'un côté, femme dénaturée de l'autre – son parcours familial est examiné à la loupe, sa vie et sa « morale » sont disséquées. Alors que Berton revendique le caractère politique

de son geste, et refuse de se présenter comme victime de qui que ce soit, elle n'est jamais considérée comme un sujet politique. Plus fort, son initiative politique lui est totalement retirée : par ses détracteurs en premier lieu, qui estiment qu'elle est un simple instrument d'un vaste complot, puis par ses juges qui finissent par l'acquitter, faisant ainsi sombrer son acte dans l'oubli. On assiste alors à un effacement pur et simple de l'engagement politique d'une femme.

L'autre exemple d'instrumentalisation des femmes nous est fourni par Marilène Vuille. L'autrice analyse minutieusement les stratégies des médecins communistes des années 50 qui cherchent à convaincre leurs pairs et les femmes des bienfaits de leur méthode « Accouchement sans douleur » (ASD). Concevant « la » femme comme un être inférieur, ces médecins font campagne en soutenant que l'ASD est un moyen, pour les femmes, d'accéder à l'éducation et à la dignité : c'est-à-dire maîtriser leur corps, cesser de crier lorsqu'elles accouchent, ne plus craindre de faire ces enfants dont la nation a tant besoin. Cette conception profondément sexiste des femmes se double d'une logique instrumentale qui paraît bien éloignée de l'objectif affiché, « libérer les femmes de leur douleur » : avec l'ASD, l'objectif premier des médecins, du Parti communiste français qui les appuie et de l'Union des femmes françaises (liée au PC) qui les relaie, est de faire la preuve de la supériorité de la « science soviétique » sur la « science bourgeoise ».

Les déplacements sexués de l'accès au pouvoir

Le dossier de ce numéro nous conduit encore à pointer une autre des logiques patriarcales qui traversent les structures et les pratiques militantes : le difficile accès des femmes au pouvoir.

Il est de notoriété publique (au point qu'on se lasse de le dire et redire) que les postes de pouvoir sont moins souvent occupés par les femmes que par les hommes. Parallèlement, l'on constate aussi qu'elles y ont tout de même plus accès que par le passé. On pourrait y voir une amorce de changement des rapports sociaux de sexe, mais les analyses que nous livrent Bargel et Falquet dans leurs articles respectifs suggèrent qu'il s'agirait plutôt d'un déplacement, un déplacement qui reste sexué. En effet, en suivant les trajectoires des militantes et des militants dans son étude du travail partisan, Bargel montre que les contextes dans lesquels les femmes accèdent à des postes de responsabilité sont de deux types : lorsque le parti ou le syndicat traverse une période de crise – manque chronique de relève par exemple, que les femmes acceptent de combler par devoir à l'égard de leur organisation – ou lorsqu'il n'y a pas de réels enjeux de pouvoir politique attachés à la fonction dirigeante (en période non électorale notamment). Tout se passe donc comme si ces postes n'étaient *concedés* aux femmes que lorsqu'il n'y a pas moyen de faire autrement, ou lorsque c'est sans importance. Les résultats de l'analyse de Falquet font ressortir une logique du

même type dans les mouvements révolutionnaires : lorsque des femmes commencent à occuper certaines fonctions, ces dernières perdent de la valeur, ou lorsqu'une femme devient responsable d'un front, le parti accorde moins d'attention à ce front. Nous retrouvons ainsi au sein du militantisme le même processus que celui étudié en sociologie du travail : dès qu'une profession se dévalorise, elle se féminise.

Le plus souvent les femmes montent donc un escalier roulant qui descend. Est-ce une avancée (parce qu'elles montent)? Est-ce un recul (parce qu'elles descendent)? Ni l'un ni l'autre, mais plutôt un déplacement sexué : les militantes ont davantage accès au pouvoir, mais dans des conditions qui intéressent peu les militants.

La conscience de la domination

Comment est-il possible que les structures et les pratiques militantes soient aussi sexistes dans des mouvements et organisations politiques qui se veulent pourtant égalitaires et féministes? La réponse, de notre point de vue, est en bonne partie à chercher dans la mixité. Nous pensons en particulier, ici, à la mixité des sexes bien sûr, mais le problème se pose pour l'ensemble des groupes, qui rassemblent tous des dominants et des dominé·e·s.

Reprenons par exemple cet extrait de «Nos amis et nous» (Delphy, [1977] 1998b) – à situer dans le contexte du «paternalisme blanc» associé à la lutte des Noir·e·s pour leurs droits civiques aux États-Unis dans les années 60, et remplaçons dans notre lecture «Blancs» par «hommes» et «Noirs» par «femmes»: «On faisait semblant [...] que la situation où les Blancs étaient oppresseurs et les Noirs opprimés était sans influence sur le fonctionnement des groupes de droits civiques: 1) sur leur politique: 2) sur la structure de pouvoir de ces groupes. On faisait comme si l'inégalité intrinsèque caractérisant les rapports entre Noirs et Blancs était *annulée* dès qu'on entrait dans le local de l'organisation.» (179) Peut-on changer les rapports sociaux de domination dans des groupes mixtes, sachant que la socialisation respective des dominé·e·s et des dominants se fait justement sous l'emprise de ces rapports? Sachant que les dominants n'ont pas les mêmes intérêts objectifs que les dominé·e·s, et que les membres du groupe objectivement oppresseur ne peuvent «pas savoir, sauf circonstances exceptionnelles, ce que c'est que d'être traitée comme une femme – comme un·e Noire, comme un péde, comme un·e Arabe, comme une lesbienne – tous les jours de leur vie»⁶? Vivre l'oppression de l'intérieur, c'est une chose; la reconnaître de l'extérieur, quand on occupe une position socialement dominante dont on tire, qu'on le veuille ou non, des avantages objectifs, c'en est une autre. En outre, l'émergence même de la conscience

6. Delphy, Christine (2004). «Retrouver l'élan du féminisme». *Le Monde diplomatique*, mai.

de la domination ne prend pas les mêmes formes selon le statut occupé dans ces rapports de domination. Nicole-Claude Mathieu le montre très bien dans son fameux texte « Quand céder n'est pas consentir » ([1985] 1991b) : les dominé·e·s ont une conscience moindre de la domination subie que les dominants n'ont conscience de la domination qu'ils exercent. Plus précisément, les dominants ont « un champ de conscience structuré et donné [...], et de toute façon cohérent face à la moindre menace contre leur pouvoir » (Mathieu, [1985] 1991b : 141), alors que pour les dominé·e·s il existe « plusieurs types de conscience et de production de connaissance, fragmentés et contradictoires, dus justement aux mécanismes mêmes de l'oppression » (140-141).

Dans ces conditions, qui sont celles de la domination, comment les militantes peuvent-elles percevoir l'oppression qu'elles vivent au sein des collectifs mixtes dans lesquels elles s'engagent ? Quelle est leur marge de manœuvre pour donner sens à cette oppression et définir elles-mêmes les modalités par lesquelles elles veulent s'en libérer ?

Retour à la non-mixité ?

Pour faire échec à ces multiples mécanismes patriarcaux, la seule alternative réside-t-elle alors, aujourd'hui comme hier, dans la non-mixité ?

C'est ce que suggère le dernier article de notre dossier. L'autrice, Anna Kruzynski, nous emmène à Pointe-Saint-Charles, un quartier ouvrier de Montréal, où s'est développé tout un mouvement de services d'intérêt public depuis près de trente ans. Le mouvement est mixte, mais d'une part ce sont les femmes qui ont concrètement travaillé à mettre sur pied les services communautaires (garderies, cliniques de santé alternatives, aide juridique, centre d'éducation pour adultes...), et, d'autre part, elles se réunissent régulièrement entre elles. S'intéressant particulièrement à ce qui émerge de cette démarche non mixte, Kruzynski met en évidence la manière dont ces femmes prennent conscience de l'ampleur du travail militant qu'elles fournissent et du même coup de leur position subordonnée dans le mouvement : une subordination qui se reflète, à leurs yeux, dans le fait que les hommes monopolisent la parole au cours des assemblées mixtes alors que ce sont elles qui font l'essentiel du travail, ou dans le fait qu'ils leur attribuent à elles seules la responsabilité d'assurer le bien-être des enfants, de dépasser la violence vécue dans le couple, etc. Elles en sont ainsi venues à remettre en cause l'organisation patriarcale de leurs familles, de la communauté, et plus largement de la société, ce qui aura des impacts à différents niveaux, tant collectifs (organisation communautaire) qu'individuels. Mais pour cela, il aura fallu que ces militantes s'aménagent un espace propre à partir duquel identifier et définir les formes de l'oppression.

L'inégalité ne s'arrête pas aux portes de nos réunions militantes

La non-mixité reste donc indéniablement un outil militant précieux pour faire entendre les voix féministes et transformer en profondeur les rapports

sociaux de sexe. Toutefois, s'il nous paraît nécessaire de continuer à construire des espaces féministes non mixtes, nous ne voulons pas conclure cet éditto en appelant toutes les féministes à désertier les collectifs militants mixtes !

Certes, le patriarcat imprègne matériellement et symboliquement les trajectoires militantes, les structures et les mobilisations des organisations mixtes. Ces organisations se caractérisent, en quelque sorte, par une « mixité à hégémonie masculine »⁷. En effet, la division sexuelle du travail militant, l'appropriation du travail des femmes, leur instrumentalisation, leur relative invisibilité et les conditions particulières de leur accès au pouvoir sont autant de logiques de domination dont les autrices de ce numéro illustrent fort bien la force et la transversalité.

Certes, plus d'une fois au cours du colloque et dans la préparation du numéro, nous avons été tentées, devant l'accumulation des exemples, d'en tirer une conclusion pessimiste. Plus d'une fois, nous avons pensé : « Alors, depuis 1970, rien n'a changé ? » Le militantisme n'échappe pas au patriarcat. Mais...

Mais pourtant, les militant-e-s ne peuvent plus éviter, comme par un passé récent, de s'interroger sur l'inégalité des sexes. Le discours a changé (les études présentées l'ont montré), tous les groupes veulent se parer des attributs de l'égalité, ou du moins, aucun ne tient à être accusé d'inégalité. C'est vers cette ouverture « théorique », « principielle », que nous portons nos espoirs. Nous pouvons nous appuyer sur ce discours égalitaire pour dénoncer chaque situation où il n'est pas respecté, et pour légitimer toutes les tentatives qui visent à le rendre effectif dans les pratiques militantes. Nous pouvons aussi, au sein des collectifs mixtes où nous sommes engagées, fixer des règles de gestion de la mixité qui pourraient déstabiliser l'ordre sexué qui la régit : cesser de traiter les militantes en « femmes » et les militants en « hommes » ; se poser en sujet social à l'intérieur même des collectifs qu'on investit, transgressant notre assignation à une position dominée ; penser le genre à tous les niveaux, dans les orientations politiques qu'on adopte, dans nos modes d'action, dans notre fonctionnement interne, etc., etc. En un mot, ne plus ignorer que l'inégalité ne s'arrête pas aux portes de nos réunions militantes. ■

7. Terme qui nous est inspiré par celui de « mixité à hégémonie féminine », développé par Kergoat

dans son étude sur la coordination infirmière de la fin des années 1980 (1992b : 138).

Références

- Delphy, Christine ([1970] 1998). «L'ennemi principal». In *L'ennemi principal, tome 1* (pp. 31-56). Paris : Syllepse.
- Delphy, Christine ([1977] 1998). «Nos amis et nous». In *L'ennemi principal, tome 1* (pp. 167-215). Paris : Syllepse.
- Delphy, Christine ([1991] 2001). «Penser le genre : problèmes et résistances». In *L'ennemi principal, tome 2* (pp. 243-260). Paris : Syllepse.
- Goffman, Erving (2002). *L'arrangement des sexes* (traduit par Hervé Maury, et introduit par Claude Zaidman). Paris : La Dispute.
- Guillaumin, Colette ([1978] 1992). «Pratique du pouvoir et idée de Nature». In *Sexe, race et pratiques du pouvoir. L'idée de nature* (pp. 13-82). Paris : Côté-Femmes.
- Kergoat, Danièle (1992a). «La coordination infirmière, un mouvement de femmes». In Danièle Kergoat, Françoise Imbert, Hélène Le Doaré et Danièle Sénotier, *Les infirmières et leur coordination* (pp. 115-125). Paris : Lamarre.
- Kergoat, Danièle (1992b). «Gestion de la mixité dans un mouvement social». In Danièle Kergoat et al., *Les infirmières et leur coordination* (pp. 126-143). Paris : Lamarre.
- Mathieu, Nicole-Claude ([1971] 1991a). «Notes pour une définition sociologique des catégories de sexe». In *L'anatomie politique. Catégorisations et idéologies du sexe* (pp. 17-41). Paris : Côté-Femmes.
- Mathieu, Nicole-Claude ([1985] 1991b). «Quand céder n'est pas consentir. Des déterminants matériels et psychiques de la conscience dominée des femmes, et de quelques-unes de leurs interprétations en ethnologie». In *L'anatomie politique* (pp. 131-225). Paris : Côté-Femmes.